
La participation en matière d'environnement : quelles pratiques ? Et pour quelles finalités ?

Atelier technique régional INTEGRE-RESCCUE
« Participation du public dans la gestion et les décisions
en matière d'environnement »

Nouméa
4-6 décembre 2017



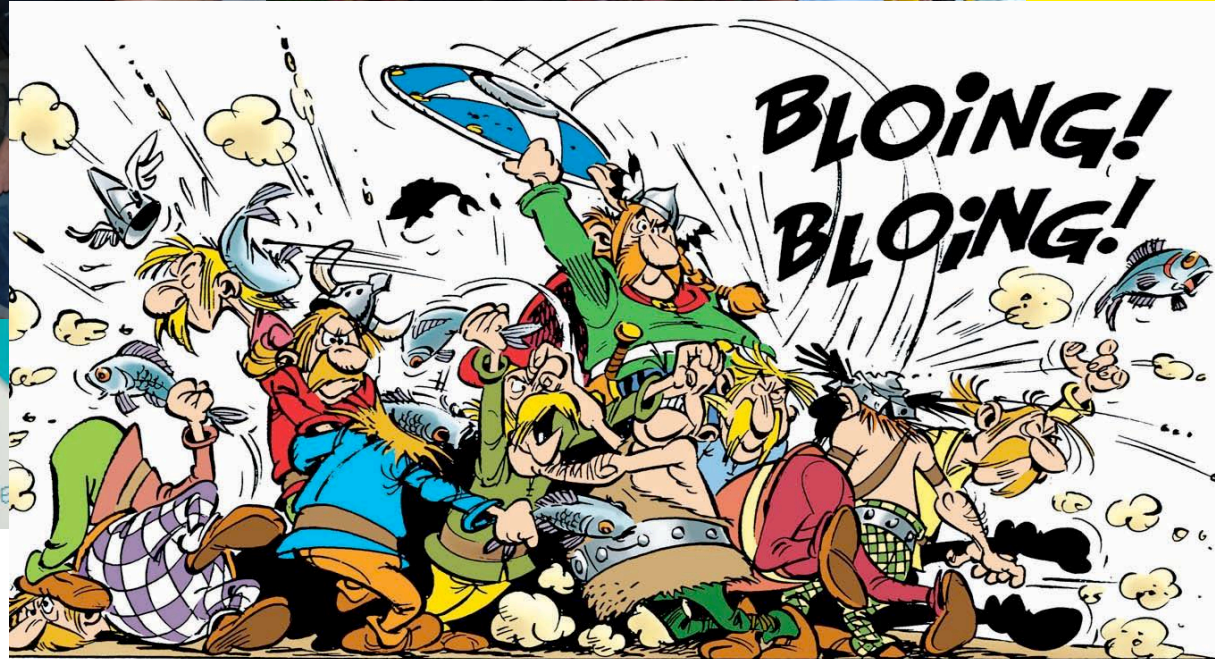
La participation : une notion large et ambivalente

Débat national Transition énergétique



Col
39
Com
Dép
EP

Collège de l'Etat
11 membres
Préfectures, ONEMA, Agence de l'E



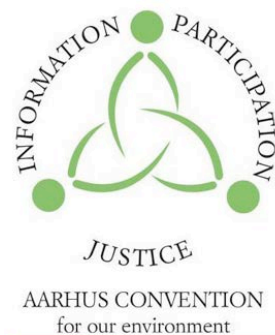
Quelques repères pour y voir un peu plus clair...



(d'après JE. Beuret, 2006)

Une notion inscrite dans les transformations contemporaines de l'action publique

- Participation et environnement :
le tournant des années 1990



- Au-delà de l'Etat :
qui définit et réalise l'intérêt général ?
- Du « gouvernement » à la « gouvernance » :
Administration/Société Civile/ Marchés

Mais est-ce pour autant une idée si nouvelle ?

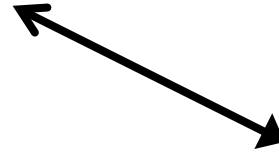
- Participation et développement : un couple qui date de l'époque coloniale...



- « Idéologie participative » : efficacité bureaucratique X vertus communautaires
- Une grande ancienneté aussi en Métropole !



La participation comme interpellation continue des « représentants »

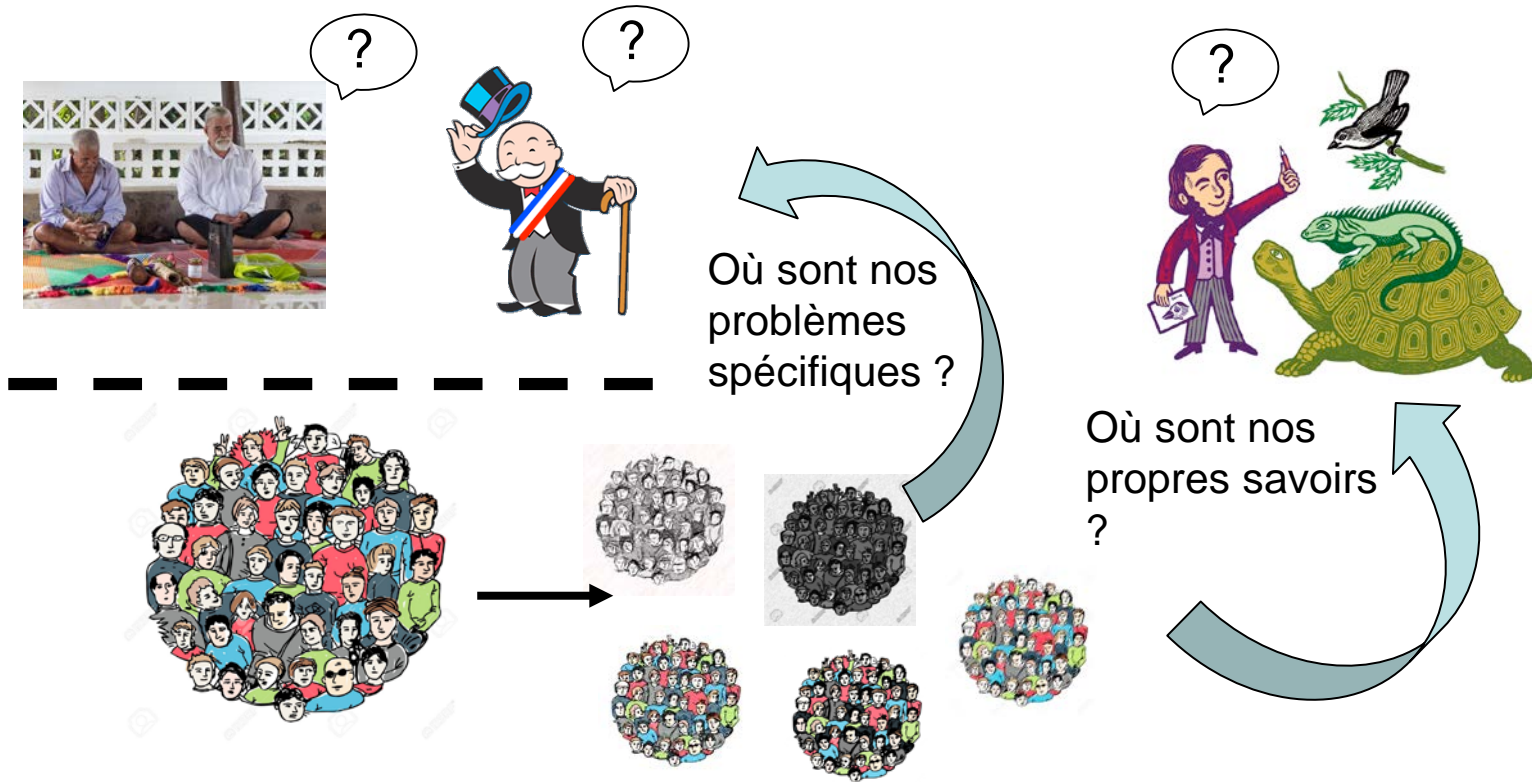


■ Un clivage indispensable à la vie démocratique

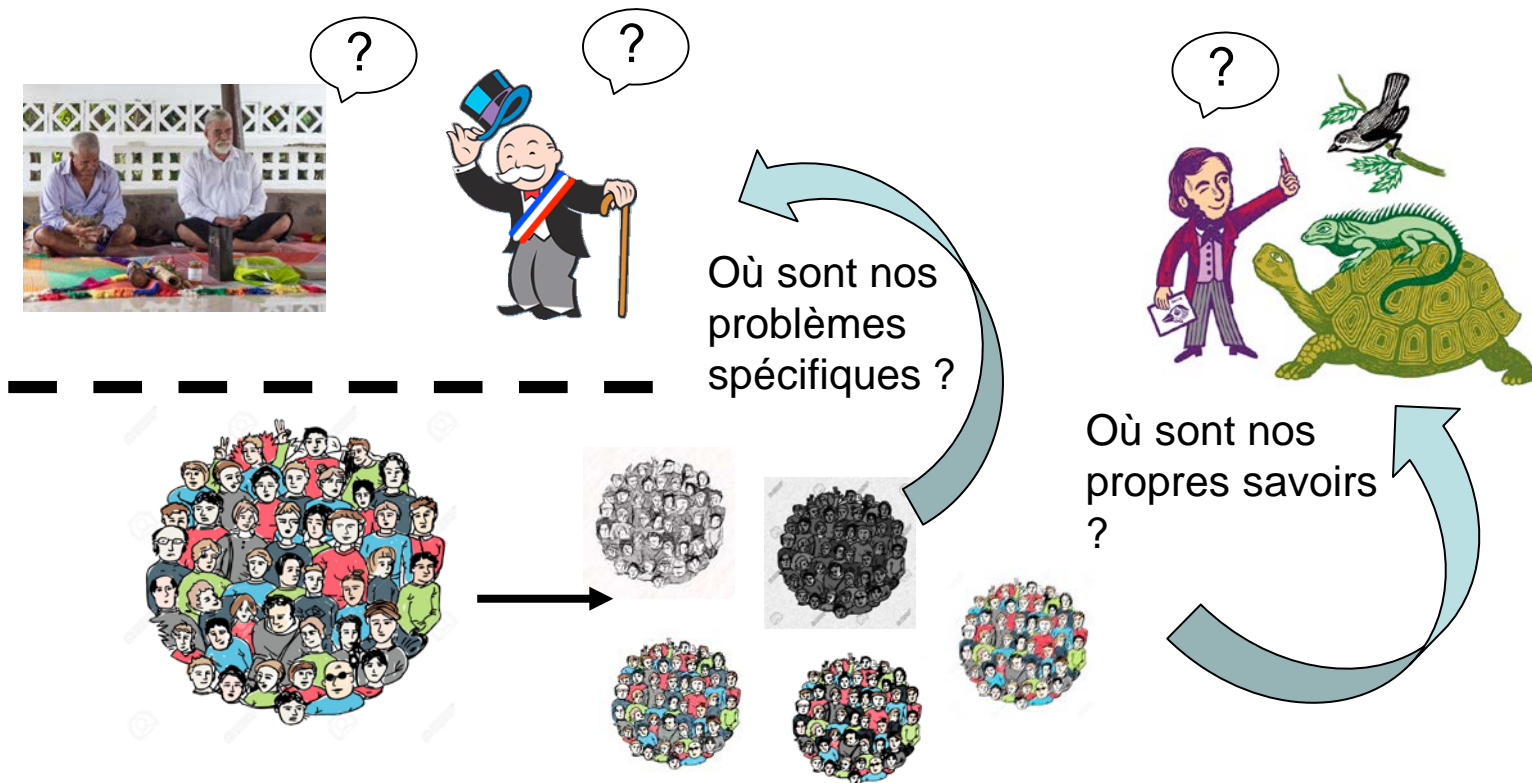
■ Un rôle essentiel pour assurer des décisions « éclairées »



La participation comme interpellation continue des « représentants »



La participation comme interpellation continue des « représentants »



- Réinventer pour chaque sujet la représentation des problèmes... et des solutions
- Rouvrir la question des « sachants »

En quoi la participation peut-elle être utile à l'environnement ?

- Une « cause » souvent minoritaire et peu relayée par les « représentants » : interpellation nécessaire
- Controverses scientifiques, expertise disputée
- D'où l'injonction participative à partir des années 1990 :
 - « + de participation = + d'environnement ! »
- Des doutes aujourd'hui sur cette équation...
- Une attention particulière pour la participation « hors cadre », interstitielle



3 enjeux de la participation environnementale dans le Pacifique

- L'efficacité, l'opérationnalité de l'action : être au plus près du terrain en dépassant la représentation tant élue que coutumière
 - ✓ caractère diffus des pressions et des solutions à mettre en œuvre
 - ✓ Mobilisation des forces vives locales
- La régulation politique : articuler les ≠ niveaux de souveraineté en présence
 - ✓ Monde coutumier / autres institutions de l'action publique et leurs compétences en matière d'environnement
 - ✓ Relations entre monde traditionnel et société contemporaine, conséquences sur les pratiques réelles et l'effectivité des règles coutumières
- L'articulation des expertises : savoirs scientifiques, professionnels et traditionnels
 - ✓ Potentiel d'enrichissement mutuel des savoirs
 - ✓ Légitimité disputée à « dire le vrai » pour orienter l'action

